

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le troisième trimestre de 2021 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2020, nos états financiers consolidés audités annuels de 2020 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2020.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Tous les montants présentés en dollars dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ils n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 20 octobre 2021 et a été approuvé à cette date par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « troisième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 septembre 2021, l'expression « premier trimestre » désigne la période de trois mois close le 31 mars 2021, l'expression « deuxième trimestre » désigne la période de trois mois close le 30 juin 2021, et les expressions « période de neuf mois », « période de neuf mois considérée » et « période de neuf mois à l'étude » s'entendent de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait à la période correspondante de 2020 ou au 31 décembre 2020, selon le cas. L'expression « par rapport au trimestre précédent » est utilisée pour comparer les résultats du trimestre considéré à ceux du trimestre le précédant immédiatement. Les mentions de « la COVID-19 » renvoient à la pandémie de la maladie à coronavirus et aux répercussions de celle-ci observées dans les territoires où nous exerçons nos activités ou dans le monde entier, selon le cas.

Rogers^{MC} et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2021 Rogers Communications.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de médias, notamment dans les domaines du sport et du divertissement, de la télédiffusion, de la radiodiffusion, des chaînes spécialisées, des multiplateformes d'achat et du numérique.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

2	Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques	32	Engagements et obligations contractuelles
5	Faits saillants financiers trimestriels	32	Évolution de la réglementation
6	Transaction visant Shaw	34	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
8	Sommaire des résultats financiers consolidés	38	Estimations et méthodes comptables critiques
9	Résultats de nos secteurs à présenter	40	Indicateurs clés de performance
15	Revue de la performance consolidée	41	Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires
18	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	45	Autres renseignements
24	Survol de l'état de la situation financière	47	À propos des énoncés prospectifs
25	Situation financière		
27	Gestion des risques financiers		

Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques

La COVID-19 continue d'avoir des répercussions considérables sur la population canadienne, de même que sur les économies du monde entier. Pendant la majeure partie de 2021, de vastes restrictions imposées par les autorités de santé publique étaient en place à des degrés divers. Au cours du trimestre, les provinces ont pour la plupart commencé à lever certaines des restrictions imposées au premier semestre de 2021 par les autorités de santé publique grâce à la plus grande disponibilité des vaccins au Canada et à l'augmentation constante du taux de vaccination à l'échelle nationale. Protéger nos employés et garder nos clients connectés est resté notre priorité. Alors que les répercussions de la COVID-19 continuent de se faire ressentir partout dans le monde, nous restons confiants, car nous avons une équipe gagnante, un bilan financier solide et des réseaux de classe mondiale. Grâce à ces atouts, nous pourrions surmonter la pandémie sans nous écarter de notre objectif de croissance à long terme et en faisant bien les choses pour prendre soin de notre clientèle.

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants du trimestre sont présentés ci-après.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons inscrit un taux d'attrition des services postpayés de Sans-fil de 0,95 %, soit le meilleur résultat de notre histoire pour un troisième trimestre.
- Nous avons conclu un partenariat avec Disney nous permettant d'offrir gratuitement Disney+ pendant six mois avec certains forfaits *Infini de Rogers*^{MC} et jusqu'à 12 mois avec certains forfaits *Télé Élan*^{MC} et *Diffusion futée*^{MC} *Élan*^{MC}.
- Nous offrons maintenant notre service *Pro chez vous de Rogers*^{MC} à Barrie et à London, après le Grand Vancouver, Calgary, Edmonton, Hamilton, Kitchener, Waterloo, Guelph, Brantford, Cambridge, Ottawa et la région du Grand Toronto, ce qui porte à 13 le nombre de collectivités où ce service est à présent offert.
- Nous avons continué d'accélérer la mise en œuvre de notre plan de numérisation visant à simplifier la tâche à nos clients. L'adoption du numérique a d'ailleurs atteint 86,5 %, et l'utilisation des assistants virtuels a augmenté de 23 % par rapport à l'an dernier.
- Nous avons ajouté à notre application *Centre Élan WiFi*^{MC} les fonctions Détails sur la durée d'activité et Sécurité avancée, qui procurent à nos clients un meilleur contrôle sur leur WiFi résidentiel.
- Nous avons lancé le service *Cueillette express*, un service gratuit qui permet à nos clients d'acheter un nouvel appareil auprès d'un agent du service à la clientèle et de le récupérer le jour même en magasin, grâce à notre réseau de centres de service à la clientèle.
- Nous avons lancé l'application Toober sur la Télé Élan ou la Diffusion futée pour accroître l'offre de services de diffusion en continu de cette plateforme, qui est parmi les meilleures.
- Nous avons réduit de 23 % le nombre d'appels relatifs aux paiements par rapport à l'exercice précédent grâce à de nouvelles initiatives, comme les alertes automatiques, ainsi qu'à l'adoption grandissante des options de paiement automatique.
- Nous avons lancé un outil de prise de rendez-vous en ligne qui permet à nos clients de planifier, dans le confort de leur foyer, un rendez-vous avec un spécialiste de Rogers au magasin et au moment qui leur convient.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance, de fiabilité et de couverture

- Nous avons étendu notre réseau 5G, le plus vaste et fiable au Canada, qui rejoint maintenant plus de 850 collectivités. D'ici la fin de 2021, notre réseau 5G desservira plus de 1 000 collectivités, soit plus de 70 % de la population canadienne.
- Nous avons annoncé un investissement de 3,3 milliards de dollars consacré à l'acquisition du spectre de 3 500 MHz, nous permettant d'atteindre 99,4 % de la population canadienne, pour améliorer et accélérer l'expansion du premier réseau 5G au Canada, le plus étendu et le plus fiable au pays. Il fait de Rogers le plus important investisseur du spectre 5G dans les marchés ruraux et urbains ainsi que dans les banlieues au pays.
- Dans son rapport sur l'expérience 5G publié en août 2021, la société d'analyse de données Opensignal a classé le réseau 5G de Rogers au premier rang au Canada pour la portée, la disponibilité, l'expérience d'appli vocale et l'expérience de jeu. Il se retrouve aussi à égalité au premier rang pour la vitesse de téléversement.
- Nous avons été désignés en octobre, pour le cinquième trimestre d'affilée, comme le fournisseur de services sans-fil et à large bande national le plus constant au Canada par Ookla, chef de file mondial en évaluation de réseaux à large bande et mobiles, ainsi que comme le fournisseur d'accès Internet le plus rapide en Ontario, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Nous avons annoncé que nous investirons plus de 140 millions de dollars afin d'offrir une connectivité haute vitesse fiable à plus de 20 000 foyers et entreprises des communautés de Quinte West, de Belleville et du comté de Prince Edward.
- Nous avons annoncé l'obtention d'un financement du Fonds pour la large bande du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») afin d'offrir une connectivité haute vitesse à plus de 450 foyers de la région de Storeytown et du village de Doaktown, au Nouveau-Brunswick.

Générer une croissance de premier plan dans chacun de nos secteurs d'activité

- Nous avons acquis Seaside Communications, une entreprise de télécommunications de premier plan exploitée localement et établie à Sydney, en Nouvelle-Écosse.

- Nous avons ajouté des solutions pour immeubles intelligents fondées sur l'Internet des objets (« IdO ») à la gamme *Rogers service Affaires*, notamment une solution de détection des fuites en partenariat avec Eddy Solutions.
- Nous avons étoffé notre gamme de solutions de gestion pour parcs de véhicules à l'intention des entreprises, qui permet le suivi des véhicules à distance et la gestion des parcs de véhicules de transport en commun et des parcs de véhicules utilisés dans les secteurs de la construction, du pétrole et du gaz ainsi que par des organismes du secteur public.
- Nous avons mis en place Operator Connect pour Microsoft Teams pour que les clients de *Rogers service Affaires* puissent intégrer facilement leur service Rogers à Microsoft.
- Nous avons transformé 71 magasins pour qu'ils puissent offrir les produits et les services des marques *Rogers^{MC}* et *Fido^{MC}* en un même endroit, étendant de ce fait notre territoire de distribution nationale et portant ainsi à 127 le nombre de magasins qui proposent les deux marques.
- Nous avons lancé de nouveau le service de diffusion en continu directement au consommateur de Sportsnet, *SN NOW^{MC}*, en collaboration avec Deltatre et Firstlight Media, pour offrir une qualité et une fiabilité de calibre mondial.
- Nous avons dévoilé la programmation d'automne de Citytv, dont l'auditoire aux heures de grande écoute pendant la semaine du dévoilement a augmenté de 9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Citytv^{MC} est le seul réseau de télévision conventionnelle au Canada à afficher une croissance d'un exercice à l'autre de son auditoire dans la population très convoitée des 25 à 54 ans.

Produire les meilleurs rendements financiers du secteur pour nos actionnaires

- Nous avons attiré 175 000 abonnés nets aux services postpayés de Sans-fil (notre meilleur résultat des 13 derniers exercices), 17 000 abonnés nets aux services à large bande et 64 000 abonnés nets à Télé Élan.
- Nous avons fait progresser le total des produits tirés des services de 2 %.
- Nous avons dégagé des flux de trésorerie disponibles de 507 millions de dollars et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 1 319 millions de dollars.

Développer le potentiel de nos employés, les motiver et créer une culture inclusive favorisant le rendement élevé

- Nous avons continué à réaliser notre plan d'action de 2021 en matière d'inclusion et de diversité, notamment grâce à des événements ciblés et à une programmation soulignant le carnaval caribéen, le Jour de l'émancipation et la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.
- Nous avons mis en place un projet pilote de retour volontaire au travail dans nos bureaux auprès d'environ 600 membres de notre personnel au Canada.
- Nous avons annoncé qu'à compter du 18 octobre, les membres du personnel présents sur nos lieux de travail, y compris ceux des magasins de détail et ceux qui se rendent chez les clients, devront être vaccinés ou passer un test de dépistage rapide.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale et environnementale dans nos communautés

- Nous avons ajouté de l'information à notre *Rapport sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance* et créé un *Rapport d'impact social* multimédia et interactif, qui souligne notre impact sur l'environnement et nos communautés. Nous présentons maintenant l'information en utilisant la Global Reporting Initiative (« GRI »), le Sustainability Accounting Standards Board (« SASB »), le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GIFCC ») et les Objectifs de développement durable de l'ONU.
- Nous avons mis en place une nouvelle campagne pour la *Journée du chandail orange* afin d'aider les communautés autochtones de tout le pays. Les deux précédentes éditions de la campagne de vente de chandails orange ont permis d'amasser 250 000 \$ pour l'Orange Shirt Society et l'Indian Residential School Survivors Society (« IRSSS »). Les t-shirts orange de la campagne 2021 sont en vente sur le site de *Today's Shopping Choice^{MC}*, et les fonds recueillis seront versés à l'Orange Shirt Society et à l'IRSSS.

- Le Groupe de Fonds Rogers a octroyé 7,5 millions de dollars en financement pour soutenir les auteurs et créateurs de contenu canadien en quête d'équité par l'entremise du Rogers Cable Network Fund et du Fonds de financement Rogers pour le cinéma documentaire.
- Nous avons soutenu le lancement d'un portail, au moyen du Groupe de Fonds Rogers et en collaboration avec le Fonds canadien de l'écran indépendant pour les créateurs afro-descendants et racisés, qui permet à des créateurs de soumettre une demande de financement pour la création de scénarios auprès d'un fonds de 750 000 \$. Ce fonds unique en son genre soutient la création de projets prêts à être présentés aux diffuseurs, aux studios, aux câblodiffuseurs et aux plateformes de vidéo à la demande.
- Nous avons poursuivi notre campagne de collecte de sacs à dos remplis de fournitures scolaires pour la rentrée et nous les avons distribués à des jeunes vulnérables et en quête d'équité partout au Canada, en partenariat avec des organismes qui viennent en aide aux jeunes et des conseils scolaires d'un bout à l'autre du pays.
- Nous avons rendu publique notre nouvelle marque de responsabilité sociale, *Génération possibilités^{MC}*, un volet axé sur la jeunesse et l'éducation qui vise à donner aux membres de la prochaine génération l'appui dont ils ont besoin pour réussir, et ce, au moyen de bourses d'études Ted Rogers, de dons communautaires et de la *Jays Care^{MC} Foundation*. Le programme *Équipe possibilités*, pour sa part, témoigne de notre engagement et de celui de nos partenaires à contribuer de façon significative à nos collectivités en faisant du bénévolat, en comblant des lacunes dans le domaine numérique et en collaborant avec des organismes comme Hébergement femmes Canada.
- Fido a continué de soutenir les communautés LGBTQ2S+ en tant que partenaire « platine » de la Fierté de Vancouver pour une sixième année consécutive et comme partenaire principal de Fierté Montréal.

Faits saillants financiers trimestriels

Notre solide situation financière nous permet d'accorder la priorité voulue aux mesures qu'il est nécessaire de prendre devant la COVID-19, de consentir des investissements hautement prioritaires dans notre réseau et de garder nos clients connectés en cette période difficile.

Produits

Le total des produits est demeuré stable pour le trimestre à l'étude, car la croissance des produits tirés des services de nos secteurs Sans-fil et Cable a été annulée par la baisse des produits de Media et des produits tirés du matériel de Sans-fil.

Les produits tirés des services de Sans-fil ont augmenté de 3 % pour le trimestre considéré, sous l'effet principalement de l'accroissement du nombre d'abonnés aux services postpayés et de la hausse des produits tirés des services d'itinérance par suite de l'allègement des restrictions imposées aux voyages internationaux par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, marqué par le début de la pandémie de COVID-19. Les produits tirés du matériel de Sans-fil ont diminué à cause de la baisse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants et du nombre moindre de nouveaux abonnés achetant des appareils.

Les produits de Cable ont augmenté de 3 % pour le trimestre considéré sous l'effet de la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme Élan offrant des vitesses et des capacités supérieures, de la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan, de l'activité promotionnelle ordonnée et des modifications apportées à la tarification des services à la fin de 2020.

Les produits de Media ont diminué de 3 % au cours du trimestre à l'étude, ce qui est imputable surtout au fait que la saison de la LNH et celle de la NBA se sont étirées jusqu'à la fin du troisième trimestre de l'exercice précédent à cause de la COVID-19, alors qu'elles s'achèvent normalement au deuxième trimestre, facteur qui a été compensé en partie par la hausse des produits tirés des jours de match des *Blue Jays de Toronto^{MC}* après l'allègement des restrictions imposées à cause de la COVID-19 et l'accueil d'un nombre limité de spectateurs les jours de match.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a diminué de 2 % pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAIIA ajusté a diminué de 110 points de base sous l'effet du secteur Media.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a augmenté de 2 %, surtout grâce à l'effet de la croissance des produits tirés des services. La marge du BAIIA ajusté sur les produits tirés des services s'est donc établie à 64,9 %.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la hausse des produits tirés des services mentionnée ci-dessus. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 50,8 % pour le trimestre à l'étude.

Le BAIIA ajusté de Media a diminué de 63 %, ou 56 millions de dollars, pour le trimestre considéré, essentiellement à cause de l'augmentation des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto et de la diminution des produits de Media mentionnée ci-dessus. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des dépenses liées à la programmation et à la production d'événements sportifs causée par le calendrier des matchs de la LNH l'an dernier.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont reculé de 4 % et de 2 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude à cause de la baisse du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie et liquidités disponibles

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de 1 319 millions de dollars, en hausse de 34 % grâce à des entrées de trésorerie liées à la valeur nette des actifs d'exploitation, et des flux de trésorerie disponibles de 507 millions de dollars, en baisse de 42 %, par suite d'une augmentation des dépenses d'investissement et de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Au 30 septembre 2021, nos liquidités disponibles se chiffraient à 6,4 milliards de dollars, dont 1,6 milliard de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie et une somme globale de 4,9 milliards de dollars de fonds accessibles au moyen de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation des créances.

Nous avons aussi versé aux actionnaires des dividendes de 253 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et déclaré un dividende de 0,50 \$ par action le 20 octobre 2021.

Transaction visant Shaw

Le 15 mars 2021, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec Shaw Communications Inc. (« Shaw ») visant l'acquisition de la totalité des actions participatives de catégorie A et des actions participatives sans droit de vote de catégorie B émises et en circulation de Shaw au prix de 40,50 \$ par action en trésorerie, à l'exception des actions détenues par la fiducie entre vifs de la famille Shaw, l'actionnaire majoritaire de Shaw, ainsi que par des personnes liées (les « actionnaires de la famille Shaw »). Les actionnaires de la famille Shaw recevront 60 % de leur contrepartie sous forme d'actions ordinaires sans droit de vote de catégorie B de RCI selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de ces actions pour les dix jours de bourse se terminant le 12 mars 2021, et le solde en trésorerie. L'acquisition (la « transaction ») est évaluée à environ 26 milliards de dollars, y compris la prise en charge de la dette d'environ 6 milliards de dollars de Shaw.

La transaction sera réalisée au moyen d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal en vertu de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Alberta). Le 20 mai 2021, les actionnaires de Shaw ont voté en faveur de l'approbation de la transaction lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires. La Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a rendu une ordonnance définitive approuvant la transaction le 25 mai 2021. La transaction est assujettie à d'autres conditions de clôture habituelles, notamment les approbations pertinentes et l'expiration de certains délais d'attente en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada), de la *Loi sur la concurrence* (Canada) et de la *Loi sur la radiocommunication* (Canada) (collectivement, les « approbations des principales autorités de réglementation »). Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations requises, la clôture de transaction devrait avoir lieu au premier semestre de 2022.

La société issue du regroupement aura la portée, les actifs et les moyens requis pour investir comme jamais dans les réseaux à large bande sans fil et filaire, pour mettre au point et développer de nouveaux services de télécommunications, et pour offrir un plus grand choix aux consommateurs et aux entreprises d'ici. Dans le cadre de la transaction, la société issue du regroupement investira 2,5 milliards de dollars pour bâtir des réseaux 5G dans l'Ouest canadien au cours des cinq prochaines années. De plus, Rogers s'engage à créer le nouveau Fonds Rogers pour la connectivité rurale et autochtone et à y verser 1 milliard de dollars. Cette initiative visera à offrir un accès à Internet haute vitesse aux communautés rurales, éloignées et autochtones de l'Ouest canadien et à combler plus rapidement l'écart en matière de connectivité dans les régions sous-desservies.

En parallèle avec la transaction, nous avons signé une lettre d'engagement exécutoire avec un consortium de banques visant une facilité de crédit consentie d'un montant initial maximal de 19 milliards de dollars. Au cours du deuxième trimestre, nous avons contracté une facilité de crédit non renouvelable de 6 milliards de dollars (la « facilité de crédit à terme liée à Shaw »), qui servira à ramener à 13 milliards de dollars le montant disponible aux termes de la facilité de crédit consentie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions sur la facilité de crédit consentie et la facilité de crédit à terme liée à Shaw. Nous prévoyons aussi que RCI reprendra les billets de premier rang de Shaw ou garantira les obligations de paiement de Shaw aux termes de ces billets de premier rang à la conclusion de la transaction et que, dans les deux cas, RCCI garantira les obligations de paiement de Shaw aux termes des billets de premier rang.

La transaction présente un certain nombre de risques additionnels. Pour en savoir plus, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mise à jour sur les risques et les incertitudes – Transaction visant Shaw ».

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 215	2 228	(1)	6 353	6 239	2
Cable	1 016	988	3	3 049	2 927	4
Media	473	489	(3)	1 459	1 197	22
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(38)	(40)	(5)	(125)	(127)	(2)
Produits	3 666	3 665	–	10 736	10 236	5
Total des produits tirés des services ¹	3 149	3 086	2	9 301	8 932	4
BAlIA ajusté ²						
Sans-fil	1 107	1 089	2	3 128	3 033	3
Cable	516	508	2	1 495	1 415	6
Media	33	89	(63)	(101)	(31)	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(56)	(48)	17	(157)	(150)	5
BAlIA ajusté ²	1 600	1 638	(2)	4 365	4 267	2
Marge du BAlIA ajusté ²	43,6 %	44,7 %	(1,1) pt	40,7 %	41,7 %	(1,0) pt
Bénéfice net	490	512	(4)	1 153	1 143	1
Bénéfice de base par action	0,97 \$	1,01 \$	(4)	2,28 \$	2,26 \$	1
Bénéfice dilué par action	0,94 \$	1,01 \$	(7)	2,27 \$	2,23 \$	2
Résultat net ajusté ²	536	548	(2)	1 317	1 225	8
Résultat par action de base ajusté ²	1,06 \$	1,09 \$	(3)	2,61 \$	2,43 \$	7
Résultat par action dilué ajusté ²	1,03 \$	1,08 \$	(5)	2,59 \$	2,39 \$	8
Dépenses d'investissement	739	504	47	1 942	1 656	17
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 319	986	34	3 014	3 374	(11)
Flux de trésorerie disponibles ²	507	868	(42)	1 203	1 798	(33)

n. s. – non significatif

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 706	1 652	3	4 931	4 942	–
Produits tirés du matériel	509	576	(12)	1 422	1 297	10
Produits	2 215	2 228	(1)	6 353	6 239	2
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	508	567	(10)	1 429	1 278	12
Autres charges opérationnelles	600	572	5	1 796	1 928	(7)
Charges opérationnelles	1 108	1 139	(3)	3 225	3 206	1
BAlIA ajusté	1 107	1 089	2	3 128	3 033	3
Marge du BAlIA ajusté sur les produits tirés des services ¹	64,9 %	65,9	(1,0) pt	63,4 %	61,4 %	2,0 pts
Marge du BAlIA ajusté ²	50,0 %	48,9 %	1,1 pt	49,2 %	48,6 %	0,6 pt
Dépenses d'investissement	365	228	60	1 014	763	33

¹ Calculée à l'aide des produits tirés des services.

² Calculée à l'aide des produits totaux.

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Services postpayés						
Ajouts bruts d'abonnés	456	450	6	1 089	923	166
Ajouts nets d'abonnés	175	138	37	318	131	187
Total des abonnés aux services postpayés ²	10 001	9 569	432	10 001	9 569	432
Attrition (mensuelle)	0,95 %	1,10 %	(0,15) pt	0,88 %	0,93 %	(0,05) pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	154	163	(9)	367	423	(56)
Ajouts nets d'abonnés	11	30	(19)	(73)	(102)	29
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 187	1 300	(113)	1 187	1 300	(113)
Attrition (mensuelle)	4,04 %	3,46 %	0,58 pt	4,05 %	4,41 %	(0,36) pt
MFMPA mixte (mensuel)	64,68 \$	63,55 \$	1,13 \$	63,05 \$	63,39 \$	(0,34) \$
PMPA mixtes (mensuels)	51,31 \$	51,12 \$	0,19 \$	49,84 \$	51,00 \$	(1,16) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

Les produits tirés des services ont augmenté de 3 % et les PMPA mixtes sont restés stables au cours du trimestre considéré, sous l'effet des facteurs suivants :

- l'accroissement du nombre d'abonnés aux services postpayés;
- la hausse des produits tirés des services d'itinérance par suite de l'allègement des restrictions imposées aux voyages internationaux par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, marqué par le début de la COVID-19.

La stabilité des produits tirés des services et la baisse de 2 % des PMPA mixtes observées pour la période de neuf mois à l'étude s'expliquent par la diminution des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire par suite d'un fort taux d'adoption par les clients de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers ainsi que par la réduction des produits tirés des services d'itinérance, car des restrictions plus strictes étaient imposées aux voyages internationaux au premier trimestre de 2021; ces facteurs ont été compensés par la hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés.

L'augmentation de 2 % du MFMPA mixte pour le trimestre à l'étude est attribuable à une hausse des produits tirés des services d'itinérance. La diminution de 1 % pour la période de neuf mois à l'étude est imputable essentiellement à une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire et des services d'itinérance, facteur en partie compensé par une tendance générale des abonnés à faire financer leurs achats d'appareils à valeur plus élevée, qui se poursuit.

Pour les services postpayés, la hausse des ajouts bruts d'abonnés, celle des ajouts nets d'abonnés et l'amélioration du taux d'attrition inscrit au cours du trimestre et de la période de neuf mois à l'étude sont attribuables à la qualité des services offerts et à une intensification de l'activité des Canadiens sur le marché par suite de l'ouverture continue de l'économie.

Produits tirés du matériel

La baisse de 12 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré découle des éléments suivants :

- la baisse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- la diminution du nombre de nouveaux abonnés achetant des appareils.

Les produits tirés du matériel pour la période de neuf mois considérée ont augmenté de 10 % en raison surtout de la hausse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants et des ajouts bruts d'abonnés.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La baisse de 10 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et la hausse de 12 % pour la période de neuf mois s'expliquent par les facteurs ayant influé sur les produits tirés du matériel mentionnés ci-dessus.

La tendance à long terme des clients à faire financer leurs achats d'appareils, qui se poursuit, s'est traduite par une amélioration générale de la marge sur les produits tirés du matériel.

Autres charges opérationnelles

L'augmentation de 5 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude s'explique principalement par la baisse des coûts liés au personnel au cours de l'exercice précédent à cause de la COVID-19. La diminution de 7 % pour la période de neuf mois considérée fait suite à la baisse des créances douteuses, alors que nous avons comptabilisé une provision à l'exercice précédent en raison de l'incertitude économique entourant la COVID-19.

BAIIA ajusté

La progression de 2 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude et celle de 3 % pour la période de neuf mois considérée sont le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 008	985	2	3 036	2 920	4
Produits tirés du matériel	8	3	167	13	7	86
Produits	1 016	988	3	3 049	2 927	4
Charges opérationnelles	500	480	4	1 554	1 512	3
BAlIA ajusté	516	508	2	1 495	1 415	6
Marge du BAlIA ajusté	50,8 %	51,4 %	(0,6) pt	49,0 %	48,3 %	0,7 pt
Dépenses d'investissement	237	217	9	676	713	(5)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers, sauf les PMPC et la pénétration)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Services d'accès Internet ²						
Ajouts nets d'abonnés	12	16	(4)	35	38	(3)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ^{3,4}	2 651	2 574	77	2 651	2 574	77
Télé Élan						
Ajouts nets d'abonnés	64	38	26	188	147	41
Nombre total d'abonnés à Télé Élan ³	732	473	259	732	473	259
Foyers branchés ³	4 666	4 543	123	4 666	4 543	123
Relations clients						
Ajouts nets d'abonnés	8	6	2	21	1	20
Total des relations clients ^{3,4}	2 571	2 513	58	2 571	2 513	58
PMPC (mensuels)	131,79 \$	131,25 \$	0,54 \$	132,86 \$	129,44 \$	3,42
Pénétration ³	55,1 %	55,3 %	(0,2) pt	55,1 %	55,3 %	(0,2) pt

¹ Les résultats relatifs aux abonnés sont un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Les résultats relatifs aux services d'accès Internet comprennent les abonnés au Système de domotique Rogers.

³ À la clôture de la période.

⁴ Le 1^{er} septembre 2021, nous avons acquis quelque 18 000 abonnés aux services d'accès Internet et 20 000 relations clients lors de notre acquisition de Seaside Communications. Ces ajouts ne sont pas pris en compte dans les ajouts nets, mais figurent dans le total au 30 septembre 2021.

Produits tirés des services

La hausse de 2 % des produits tirés des services du trimestre à l'étude et celle de 4 % pour la période de neuf mois considérée sont attribuables aux facteurs suivants :

- la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme Élan offrant des vitesses et des capacités supérieures et l'augmentation de la valeur totale des relations clients par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent attribuable à la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan;
- la légère augmentation pour le trimestre considéré et celle de 3 % pour la période de neuf mois à l'étude des PMPC en raison de l'activité promotionnelle ordonnée et des changements apportés à la tarification des services d'accès Internet à la fin de 2020;

- facteurs en partie contrebalancés par la diminution du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie.

Nous sommes restés fidèles à notre plan d'action visant le service résidentiel branché, dont le produit phare est le service Télé Élan. Au cours des douze derniers mois, le nombre d'abonnés à Télé Élan a considérablement augmenté. Les étapes suivantes de ce plan d'action visant à aider nos clients à rester connectés consisteront notamment à ajouter des applications et du contenu à Télé Élan et à introduire de nouveaux produits.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 4 % au cours du trimestre à l'étude et de 3 % pour la période de neuf mois considérée en raison de la hausse des coûts liés à l'accroissement des produits.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré et de 6 % pour la période de neuf mois à l'étude en raison des variations des produits tirés des services et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits	473	489	(3)	1 459	1 197	22
Charges opérationnelles	440	400	10	1 560	1 228	27
BAlIA ajusté	33	89	(63)	(101)	(31)	n. s.
Marge du BAlIA ajusté	7,0 %	18,2 %	(11,2) pts	(6,9) %	(2,6) %	(4,3) pts
Dépenses d'investissement	23	18	28	77	43	79

Produits

Les produits ont diminué de 3 % au cours du trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la baisse des produits tirés de la publicité et de la radiodiffusion imputable surtout au fait que les saisons de la LNH et de la NBA se sont étirées jusqu'à la fin du troisième trimestre de l'exercice précédent à cause de la COVID-19, alors qu'elles s'achèvent normalement au deuxième trimestre;
- facteur compensé en partie par la hausse des produits tirés des jours de match des Blue Jays de Toronto après l'allègement des restrictions imposées à cause de la COVID-19 et l'accueil d'un nombre limité de spectateurs les jours de match.

Les produits de la période de neuf mois à l'étude ont augmenté de 22 % surtout sous l'effet de la hausse des produits provenant des événements sportifs après l'allègement des restrictions imposées par la COVID-19 et de l'augmentation des produits tirés de Today's Shopping Choice.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 10 % pour le trimestre à l'étude sous l'effet des facteurs suivants :

- l'augmentation des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto et des dépenses liées aux jours de match à cause du raccourcissement de la saison 2020 de la ligue majeure de baseball;
- facteur en partie compensé par la baisse des dépenses liées à la programmation et à la production attribuable au calendrier de reprise des matchs des ligues majeures.

L'augmentation de 27 % des charges opérationnelles de la période de neuf mois à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- l'augmentation des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto et la hausse des dépenses liées aux jours de match à cause surtout du raccourcissement de la saison 2020 de la MLB;
- la hausse des dépenses liées à la programmation et à la production découlant du calendrier de reprise du sport en direct;
- la hausse du coût des ventes de Today's Shopping Choice, qui cadre avec l'augmentation des produits mentionnée ci-dessus.

BAlIA ajusté

Le recul du BAlIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois considérés est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Sans-fil	365	228	60	1 014	763	33
Cable	237	217	9	676	713	(5)
Media	23	18	28	77	43	79
Siège social	114	41	178	175	137	28
Dépenses d'investissement ¹	739	504	47	1 942	1 656	17
Intensité du capital ²	20,2 %	13,8 %	6,4 pts	18,1 %	16,2 %	1,9 pt

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre et la période de neuf mois considérés découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous nous concentrons toujours sur les travaux de déploiement de la 5G sur la bande de 600 MHz et d'autres bandes pour étendre notre réseau 5G à plus de 850 collectivités et nous avons poursuivi le déploiement de notre réseau central autonome 5G à Montréal, à Ottawa, à Toronto et à Vancouver.

Cable

L'augmentation des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre considéré découle de la hausse des investissements consacrés à notre infrastructure de réseau. La diminution des dépenses d'investissement pour la période de neuf mois à l'étude s'explique par la rentabilisation des investissements et l'amélioration de l'intensité du capital. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure de réseau, comme les déploiements additionnels de fibre optique visant à étendre nos réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché, lequel vise l'expansion de notre territoire de desserte et des mises à niveau de la plateforme DOCSIS 3.1 afin de pouvoir offrir des vitesses de téléchargement accrues au fil du temps.

Media

L'augmentation des dépenses d'investissement du secteur Media pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude découle principalement de la hausse des dépenses d'investissement consacrées à l'infrastructure de diffusion, notamment aux nouveaux studios de production.

Siège social

L'augmentation des dépenses d'investissement du siège social pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude découle de la hausse des investissements consentis dans nos technologies de l'information.

Intensité du capital

L'augmentation de l'intensité du capital pour le trimestre à l'étude et la période de neuf mois considérée sont le résultat des variations des produits et des dépenses d'investissement décrites plus haut.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 600	1 638	(2)	4 365	4 267	2
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	642	663	(3)	1 927	1 952	(1)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	63	49	29	223	112	99
Charges financières	207	219	(5)	631	653	(3)
Autres charges (produits)	20	6	n. s.	14	(1)	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat	178	189	(6)	417	408	2
Bénéfice net	490	512	(4)	1 153	1 143	1

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	577	603	(4)	1 736	1 785	(3)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	61	57	7	180	159	13
Amortissement des immobilisations incorporelles	4	3	33	11	8	38
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	642	663	(3)	1 927	1 952	(1)

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude, nous avons engagé 63 millions de dollars et 223 millions de dollars (49 millions de dollars et 112 millions de dollars en 2020), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dont 45 millions de dollars et 75 millions de dollars (néant en 2020), respectivement, pour certains coûts liés à la transaction visant Shaw. En 2021, les autres coûts se rapportaient principalement aux coûts supplémentaires temporairement engagés à cause de la COVID-19 et aux indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs. En 2020, ces frais comprenaient principalement les frais de rémunération supplémentaires attribuables aux postes temporaires et d'autres coûts occasionnés par la COVID-19 ainsi que des indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	184	196	(6)	557	585	(5)
Intérêts sur les obligations locatives	18	17	6	54	52	4
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	4	3	33	11	10	10
Perte de change	19	6	n. s.	9	115	(92)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(21)	(4)	n. s.	(9)	(113)	(92)
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(5)	–	(12)	(15)	(20)
Autres	8	6	33	21	19	11
Total des charges financières	207	219	(5)	631	653	(3)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

La diminution de 6 % des intérêts sur les emprunts pour le trimestre considéré et celle de 5 % pour la période de neuf mois à l'étude s'expliquent principalement par le remboursement à l'échéance de nos billets de premier rang de 1,45 milliard de dollars en mars 2021.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Taux d'impôt prévu par la loi	26,5 %	26,6 %	26,5 %	26,6 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	668	701	1 570	1 551
Charge d'impôt sur le résultat calculée	177	186	416	413
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non imposable	(3)	–	–	(3)
Partie non déductible des pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	8	5	12	7
Produits non imposables au titre des placements dans des titres	(3)	(2)	(8)	(7)
Autres éléments	(1)	–	(3)	(2)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	178	189	417	408
Taux d'impôt effectif	26,6 %	27,0 %	26,6 %	26,3
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	175	75	675	243

L'impôt sur le résultat en trésorerie a augmenté au cours du trimestre considéré et de la période de neuf mois à l'étude, principalement en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels et de notre passage à un modèle d'entreprise axé sur le financement d'appareils, ce qui nous a amenés à comptabiliser plus tôt les produits tirés du matériel aux fins du calcul de l'impôt.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Bénéfice net	490	512	(4)	1 153	1 143	1
Bénéfice de base par action	0,97 \$	1,01 \$	(4)	2,28 \$	2,26 \$	1
Bénéfice dilué par action	0,94 \$	1,01 \$	(7)	2,27 \$	2,23 \$	2

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 600	1 638	(2)	4 365	4 267	2
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	642	663	(3)	1 927	1 952	(1)
Charges financières	207	219	(5)	631	653	(3)
Autres charges (produits)	20	6	n. s.	14	(1)	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat ²	195	202	(3)	476	438	9
Résultat net ajusté ¹	536	548	(2)	1 317	1 225	8
Résultat par action de base ajusté ¹	1,06 \$	1,09 \$	(3)	2,61 \$	2,43 \$	7
Résultat par action dilué ajusté ¹	1,03 \$	1,08 \$	(5)	2,59 \$	2,39 \$	8

¹ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

² La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte des recouvrements de 17 millions de dollars et de 59 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (13 millions de dollars et 30 millions de dollars en 2020), respectivement, liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes	
	2021	2020	2021	2020
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant la variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 571	1 660	4 173	4 299
Variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation	80	(383)	87	(68)
Impôt sur le résultat payé	(175)	(75)	(675)	(243)
Intérêts payés	(157)	(216)	(571)	(614)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 319	986	3 014	3 374
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(739)	(504)	(1 942)	(1 656)
Entrées de droits de diffusion	(18)	(23)	(41)	(45)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	23	20	55	(134)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	(743)	(8)	(743)	(8)
Autres	14	(32)	30	(60)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 463)	(547)	(2 641)	(1 903)
Activités de financement				
Produit reçu (remboursements) sur les emprunts à court terme, montant net	1 146	325	1 143	(1 402)
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	–	–	(1 450)	2 540
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(11)	–	(16)	80
Coûts de transaction engagés	–	(1)	(11)	(22)
Remboursements du principal des obligations locatives	(71)	(57)	(194)	(155)
Dividendes payés	(253)	(253)	(757)	(758)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	811	14	(1 285)	283
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	667	453	(912)	1 754
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	905	1 795	2 484	494
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 572	2 248	1 572	2 248

Activités opérationnelles

L'augmentation de 34 % et la diminution de 11 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre et la période de neuf mois considérés, respectivement, s'expliquent principalement par le financement apporté par la valeur nette des actifs d'exploitation à mesure que s'atténuent les effets de la COVID-19 que nous avons subis l'an dernier ainsi que par l'augmentation de l'impôt sur le résultat payé.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois à l'étude, nous avons engagé des dépenses d'investissement de 739 millions de dollars et de 1 942 millions de dollars, respectivement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Au cours du trimestre considéré, nous avons effectué un versement de 665 millions de dollars relativement à l'acquisition de licences de spectre de 3 500 MHz. Nous avons également conclu deux acquisitions qui, prises individuellement, ne sont pas significatives, mais qui sont complémentaires aux secteurs d'activité existants de Cable.

Activités de financement

Pendant le trimestre et la période de neuf mois à l'étude, nous avons reçu des sommes nettes de 1 135 millions de dollars et payé des sommes nettes de 334 millions de dollars (reçu des sommes nettes de 324 millions de dollars et de 1 196 millions de dollars en 2020), respectivement, sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, déduction faite des coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des créances, de nos facilités de crédit non renouvelables à court terme et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020.

(en millions de dollars)	Au	Au
	30 septembre	31 décembre
	2021	2020
Programme de titrisation des créances	800	650
Montants prélevés sur les facilités de crédit non renouvelables	510	–
Programme de papier commercial libellé en dollars américains (après l'escompte à l'émission)	1 065	571
Total des emprunts à court terme	2 375	1 221

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2021			Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	1 137	1,266	1 439	1 957	1,261	2 467
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(630)	1,262	(795)	(1 570)	1,259	(1 976)
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			644			491
Montants prélevés sur les facilités de crédit non renouvelables (\$ US)	400	1,255	502	400	1,255	502
Montants prélevés sur les facilités de crédit non renouvelables, montant net			502			502
Produit reçu de la titrisation de créances			-			150
Produit reçu de la titrisation de créances, montant net			-			150
Produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net			1 146			1 143

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	249	1,313	327	3 116	1,332	4 150
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(1)	n. s.	(2)	(4 098)	1,355	(5 552)
Produit reçu (remboursements) sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			325			(1 402)
Produit reçu (remboursements) sur les emprunts à court terme, montant net			325			(1 402)

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains et aux montants prélevés sur les facilités de crédit non renouvelables, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons contracté des facilités de crédit non renouvelables dont les limites totalisent 1,6 milliard de dollars américains et qui viennent à échéance en juin 2022. Tous les montants prélevés aux termes de ces facilités seront comptabilisés dans les emprunts à court terme puisqu'ils seront exigibles au cours des 12 mois suivants. Les emprunts effectués sur ces facilités ont pour seule garantie le nantissement fourni par RCCI et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débetures de premier rang. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons prélevé 400 millions de dollars américains (502 millions de dollars) sur ces facilités.

Au cours du premier trimestre, en parallèle avec la transaction, nous avons signé une lettre d'engagement exécutoire avec un consortium de banques visant une facilité de crédit consentie d'un montant pouvant aller jusqu'à 19 milliards de dollars. Le montant engagé demeure assujéti au respect de conditions relatives à l'efficacité et aux prélèvements, notamment la signature des documents de crédit conformément à l'engagement et la réalisation de la transaction. Des prélèvements peuvent être effectués sur le montant engagé uniquement pour financer le coût d'acquisition de la transaction et payer des frais et des charges y afférents. Tout prélèvement doit être remboursé dans les 364 jours. Si aucun prélèvement n'est fait, la facilité prend fin à la date de clôture de l'acquisition. Depuis que nous avons contracté la facilité de crédit à terme liée à Shaw au deuxième trimestre (voir la rubrique « Dette à long terme » ci-dessous), le montant maximal que nous pouvons prélever sur la facilité a été ramené à 13 milliards de dollars. Au 30 septembre 2021, nous n'avons prélevé aucun montant sur la facilité.

Dette à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire ainsi qu'aux débetures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente un sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

	Trimestre clos le 30 septembre 2021			Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Remboursements sur les billets de premier rang (\$ CA)			–			(1 450)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			–			(1 450)

	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	–	–	–	970	1,428	1 385
Remboursements sur les facilités de crédit (\$ US)	–	–	–	(970)	1,406	(1 364)
Montants prélevés sur les facilités de crédit, montant net			–			21
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			–			1 500
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	–	–	–	750	1,359	1 019
Émissions de billets de premier rang, montant net			–			2 519
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			–			2 540

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	16 442	19 008	18 201	15 967
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	–	–	(1 450)	2 540
Perte (profit) de change	315	(264)	8	252
Coûts de transaction différés engagés	–	(1)	(11)	(22)
Amortissement des coûts de transaction différés	4	4	13	10
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	16 761	18 747	16 761	18 747

Au cours du deuxième trimestre, nous avons contracté la facilité de crédit à terme liée à Shaw de 6 milliards de dollars, composée de trois tranches de 2 milliards de dollars. Aucun montant ne peut être prélevé de cette facilité avant la date de clôture de la transaction. La première tranche arrive à échéance trois ans après la date de clôture de la transaction et les tranches suivantes arrivent à échéance à la quatrième et à la cinquième année par la suite, respectivement. À la date d'échéance d'une tranche, tout montant prélevé sur cette tranche doit être remboursé.

En avril 2021, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, d'augmenter la limite de crédit totale et de reporter les dates d'échéance. Nous avons donc fait passer la limite de crédit totale de 3,2 milliards de dollars à 4 milliards de dollars en augmentant la limite des deux tranches à 3 milliards de dollars et à 1 milliard de dollars (auparavant de 2,5 milliards de dollars et de 700 millions de dollars), respectivement. Nous avons aussi reporté l'échéance de la tranche de 3 milliards de dollars à avril 2026 et celle de la tranche de 1 milliard de dollars à avril 2024, alors qu'elles devaient arriver toutes les deux à échéance en mars 2022.

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette connexes

En juin 2020, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang à taux variable échéant en 2022 au TIOL à trois mois majoré de 0,60 % par année. Parallèlement aux émissions, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal et afin que le taux en vigueur à l'échéance soit un taux fixe de 0,955 %, et non plus un taux variable. Nous avons donc reçu un produit net de 1,0 milliard de dollars de ces émissions.

En mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang à 3,65 % arrivant à échéance en 2027.

Remboursements sur les billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

En mars 2021, nous avons remboursé à l'échéance la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,45 milliard de dollars assortis d'un taux de 5,34 %. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2021 et en 2020 sur les actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et les actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») en circulation. Le 20 octobre 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 4 janvier 2022 aux actionnaires inscrits le 10 décembre 2021.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
27 janvier 2021	10 mars 2021	1 ^{er} avril 2021	0,50	252
20 avril 2021	10 juin 2021	2 juillet 2021	0,50	253
20 juillet 2021	9 septembre 2021	1 ^{er} octobre 2021	0,50	253
21 janvier 2020	10 mars 2020	1 ^{er} avril 2020	0,50	252
21 avril 2020	10 juin 2020	2 juillet 2020	0,50	253
21 juillet 2020	9 septembre 2020	1 ^{er} octobre 2020	0,50	253
21 octobre 2020	10 décembre 2020	4 janvier 2021	0,50	252

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 600	1 638	(2)	4 365	4 267	2
Déduire :						
Dépenses d'investissement ²	739	504	47	1 942	1 656	17
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	179	191	(6)	545	570	(4)
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	175	75	133	675	243	178
Flux de trésorerie disponibles ¹	507	868	(42)	1 203	1 798	(33)

¹ Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

² Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué pour le trimestre et la période de neuf mois considérés essentiellement à cause de l'augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie et des dépenses d'investissement.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 572	2 484	(912)	(37)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	3 475	2 856	619	22	Reflète principalement l'accroissement des créances liées au financement.
Stocks	397	479	(82)	(17)	Reflète la baisse des ventes d'appareils de Sans-fil causée par le caractère saisonnier des activités et les répercussions de la COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale.
Partie courante des actifs sur contrat	152	533	(381)	(71)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs courants	509	516	(7)	(1)	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	142	61	81	133	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de certains dérivés liés aux taux d'intérêt par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Total des actifs courants	6 247	6 929	(682)	(10)	
Immobilisations corporelles	14 385	14 018	367	3	Rend principalement compte des dépenses d'investissement et des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, contrebalancées en partie par la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	8 965	8 926	39	–	n. s.
Placements	2 698	2 536	162	6	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 716	1 378	338	25	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Créances liées au financement	735	748	(13)	(2)	n. s.
Autres actifs à long terme	1 011	346	665	192	Reflète le paiement partiel se rapportant à la mise aux enchères des licences de spectre de la bande de 3 500 MHz.
Goodwill	4 020	3 973	47	1	n. s.
Total des actifs	39 777	38 854	923	2	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme	2 375	1 221	1 154	95	Tient compte d'une augmentation des montants prélevés sur notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et nos facilités de crédit non renouvelables.
Créditeurs et charges à payer	2 965	2 714	251	9	Reflète une hausse des dépenses et le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	49	344	(295)	(86)	Rend compte d'une baisse de l'impôt à payer découlant du dernier versement d'acomptes provisionnels de 2020.
Autres passifs courants	375	243	132	54	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de certains dérivés liés aux taux d'intérêt par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Passifs sur contrat	357	336	21	6	n. s.
Partie courante de la dette à long terme	1 556	1 450	106	7	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022 et de nos billets de premier rang de 600 millions de dollars arrivant à échéance en juin 2022, en partie annulé par le remboursement de billets de premier rang de 1 450 millions de dollars en mars 2021.
Partie courante des obligations locatives	325	278	47	17	n. s.
Total des passifs courants	8 002	6 586	1 416	22	
Provisions	44	42	2	5	n. s.
Dette à long terme	15 205	16 751	(1 546)	(9)	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022 et de nos billets de premier rang de 600 millions de dollars arrivant à échéance en juin 2022.
Obligations locatives	1 630	1 557	73	5	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location.
Autres passifs à long terme	1 012	1 149	(137)	(12)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis.
Passifs d'impôt différé	3 358	3 196	162	5	Rend principalement compte de l'augmentation des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs.
Total des passifs	29 251	29 281	(30)	–	
Capitaux propres	10 526	9 573	953	10	Rend compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	39 777	38 854	923	2	

Situation financière

Liquidités disponibles

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles relatives à notre trésorerie et à ses équivalents, à nos facilités de crédit bancaire, à nos facilités de lettres de crédit et à nos emprunts à court terme au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020.

Au 30 septembre 2021 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	4 000	–	9	1 066	2 925
Non renouvelable	2 039	510	–	–	1 529
Lettres de crédit en cours	432	–	432	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	6 471	510	441	1 066	4 454
Titrification de créances	1 200	800	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 572	–	–	–	1 572
Total	9 243	1 310	441	1 066	6 426

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	573	2 619
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	573	2 619
Titrification de créances	1 200	650	–	–	550
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 484	–	–	–	2 484
Total	6 985	650	109	573	5 653

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 741 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 septembre 2021 (1 535 millions de dollars au 31 décembre 2020).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 3,80 % au 30 septembre 2021 (4,09 % au 31 décembre 2020) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 12,4 années (12,8 années au 31 décembre 2020).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débentures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 30 septembre 2021.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise	BBB+, sous surveillance avec implication négative	Baa1, sous révision	BBB+, sous surveillance avec implication négative
Dette de premier rang non garantie	BBB+, sous surveillance avec implication négative	Baa1, sous révision	BBB+, sous surveillance avec implication négative
Papier commercial libellé en dollars américains	A-2, sous surveillance avec implication négative	P-2, sous révision	s. o. ¹

¹ Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

En raison de l'entente visant l'acquisition de Shaw et des engagements liés à la transaction, Standard & Poor's (« S&P ») et Fitch ont placé nos notations de crédit sous surveillance avec implication négative. Moody's a mis nos notations sous révision avec possibilité de baisse. Nous nous attendons à ce que S&P, Moody's et Fitch terminent leur révision à la clôture de la transaction. Pour en savoir plus sur notre entente avec Shaw, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Transaction visant Shaw » et « Mise à jour sur les risques et les incertitudes – Transaction visant Shaw ».

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 septembre	Au 31 décembre
	2021	2020
Dette à long terme ¹	16 931	18 373
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 654)	(1 101)
Emprunts à court terme	2 375	1 221
Obligations locatives	1 955	1 835
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 572)	(2 484)
Dette nette ajustée ³	18 035	17 844
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ³	5 955	5 857
Ratio d'endettement ³	3,0	3,0

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 septembre	Au 31 décembre
	2021	2020
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 153 411	111 154 811
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 771 907	393 770 507
Total des actions ordinaires	504 925 318	504 925 318
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	5 677 691	4 726 634
Options en circulation exerçables	2 361 797	1 470 383

¹ Les porteurs des actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2020. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 septembre 2021, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 87,3 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (93,6 % au 31 décembre 2020).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt ainsi qu'à des contrats de change à terme (collectivement, les « dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change et des taux d'intérêt relativement à nos débetures et billets de premier rang, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débetures et billets de premier rang et à nos obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change ou de taux d'intérêt relatif à des instruments d'emprunt spécifiques qui ont été émis ou dont l'émission est prévue. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Facilités de crédit et programme de papier commercial libellés en dollars américains

Le tableau suivant présente un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellés en dollars américains au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2021			Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	400	1,255	502	400	1,255	502
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	1 136	1,267	1 439	1 956	1,261	2 467
Dérivés liés à la dette réglés	628	1,263	793	1 568	1,259	1 974
Montant net en trésorerie payé			(11)			(16)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	–	–	–	970	1,428	1 385
Dérivés liés à la dette réglés	–	–	–	970	1,406	1 364
Montant net en trésorerie payé			–			(21)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	248	1,319	327	3 116	1,332	4 150
Dérivés liés à la dette réglés	2	1,326	3	4 091	1,330	5 441
Montant net en trésorerie reçu			–			101

Au 30 septembre 2021, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à des montants notionnels de 400 millions de dollars américains et de 836 millions de dollars américains, respectivement (néant et 448 millions de dollars américains, respectivement, au 31 décembre 2020).

Billets de premier rang

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des dérivés liés à la dette se rapportant à nos billets de premier rang que nous avons conclus au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	\$ US			Incidence de la couverture	
	Montant du principal/montant notionnel (en \$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt couvert fixe (en \$ CA) ¹	Équivalent (en \$ CA)
<i>Émissions de 2020</i>					
22 juin 2020	750	2022	TIOL \$ US + 0,60 %	0,955 %	1 019

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe ou variable libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

Au 30 septembre 2021, nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 9 050 millions de dollars américains (9 050 millions de dollars américains au 31 décembre 2020), et tous les risques liés aux taux de change étaient couverts par des dérivés liés à la dette.

Obligations locatives

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2021			Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	25	1,240	31	99	1,253	124
Dérivés liés à la dette réglés	22	1,318	29	56	1,339	75

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	–	–	–	90	1,400	126
Dérivés liés à la dette réglés	14	1,357	19	30	1,333	40

Au 30 septembre 2021, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 185 millions de dollars américains (142 millions de dollars américains au 31 décembre 2020) et venaient à échéance d'octobre 2021 à septembre 2024 (de janvier 2021 à décembre 2023 au 31 décembre 2020), et le cours de change moyen s'établissait à 1,304 \$ CA/1 \$ US (1,352 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2020).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Dérivés liés aux taux d'intérêt

Nous avons parfois recours à des dérivés liés aux contrats à terme sur obligations ou à des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt (collectivement, les « dérivés liés aux taux d'intérêt ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt actuels et futurs. Les dérivés liés aux taux d'intérêt sont désignés comme couvertures à des fins comptables.

Nous avons conclu des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt associés à la transaction au cours de l'exercice, notamment :

- des dérivés liés aux contrats à terme sur obligations d'une valeur de 750 millions de dollars et de 1 250 millions de dollars, respectivement, conclus au cours du trimestre et de la période de neuf mois à l'étude, pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux obligations du gouvernement du Canada sous-jacentes, risque qui fera partie du risque associé aux émissions de titres d'emprunt futures prévues;
- des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt conclus au cours du trimestre considéré pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à une tranche additionnelle de 3,25 milliards de dollars d'instruments d'emprunts que nous prévoyons d'émettre;
- des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt conclus au premier trimestre afin de couvrir le risque de taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt de 2 milliards de dollars américains que nous prévoyons d'émettre.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux taux d'intérêt.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2021			Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	120	1,250	150	330	1,245	411
Dérivés liés aux dépenses réglés	255	1,361	347	735	1,361	1 000

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	180	1,306	235	1 266	1,356	1 717
Dérivés liés aux dépenses réglés	255	1,298	331	735	1,299	955

Au 30 septembre 2021, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 185 millions de dollars américains (1 590 millions de dollars américains au 31 décembre 2020), venaient à échéance d'octobre 2021 à décembre 2022 (de janvier 2021 à décembre 2022 au 31 décembre 2020), et le cours de change moyen s'établissait à 1,304 \$ CA/1 \$ US (1,342 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2020).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation du cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 30 septembre 2021, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,0 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,6 millions au 31 décembre 2020) assorties d'un cours moyen pondéré de 53,10 \$ (51,82 \$ au 31 décembre 2020).

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, nous avons réglé 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, moyennant des paiements nets de 1 million de dollars. En parallèle, nous avons conclu 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, selon des modalités essentiellement identiques.

Au cours de la période de neuf mois considérée, nous avons conclu 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres (0,3 million en 2020), à un prix moyen pondéré de 60,98 \$ (56,08 \$ en 2020).

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location, lesquels sont également analysés aux notes 17, 21 et 28 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de 2020.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune autre modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2020, depuis le 31 décembre 2020.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 4 mars 2021 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2020. Les modifications importantes concernant la réglementation survenue depuis cette date sont décrites ci-après.

Licences de spectre de la bande de 3 500 MHz

La mise aux enchères des licences de spectre de 3 500 MHz d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE Canada ») a commencé le 15 juin 2021 et s'est terminée le 23 juillet 2021. Les résultats ont été rendus publics le 29 juillet 2021. Vingt-trois sociétés ont participé aux enchères et 1 495 des 1 504 licences ont été attribuées à quinze de ces sociétés, pour une valeur totale de 8,91 milliards de dollars. Nous avons obtenu 325 licences dans tout le pays au coût de 3,3 milliards de dollars. Nous avons effectué un premier versement de 665 millions de dollars le 13 août 2021 et prévoyons de verser le dernier paiement et de recevoir les licences de spectre le 4 octobre 2021.

Le 22 septembre 2021, en raison d'inquiétudes entourant des interférences possibles entre les bandes de fréquence utilisées pour les communications 5G et celles employées par certains instruments de navigation aérienne, ISDE Canada a publié le document intitulé *Addenda à la Consultation sur les modifications apportées au PNRH-520, Prescriptions techniques pour les systèmes fixes et/ou mobiles, incluant les systèmes à large bande à utilisation flexible, dans la bande de 3 450 à 3 650 MHz*. Notre dernier paiement ainsi que la délivrance des licences de spectre ont donc été reportés. ISDE Canada prévoit de publier une version modifiée du PNRH-520, au besoin, à la fin d'octobre 2021, après quoi ISDE Canada fixera une nouvelle date pour le dernier paiement et la délivrance des licences de spectre.

Nous prendrons possession de ces licences après avoir effectué le dernier paiement. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les licences de spectre que nous détenons, il faut se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020.

Droit de retransmission de signaux éloignés

Aux termes de l'article 31(2) de la *Loi sur le droit d'auteur*, les fournisseurs de services de télévision ont le droit de retransmettre une programmation par des signaux éloignés de télévision en direct dans le cadre d'un système d'octroi de licences obligatoire. Les tarifs de transmission de la programmation sont fixés au moyen de négociations ou par la Commission du droit d'auteur. Les distributeurs et les fournisseurs de contenu (les « sociétés de gestion collective ») ne sont pas parvenus à un accord sur un nouveau tarif de transmission des signaux éloignés avant l'expiration de l'accord qui était alors en vigueur jusqu'en 2013. La Commission du droit d'auteur a entrepris une procédure en 2015 et a rendu une décision le 18 décembre 2018. Dans cette décision, la Commission a augmenté le tarif payé par les entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») d'environ 8 % pour 2014, de 7,5 % de plus en 2015 et d'environ 2,5 % de plus en 2016; les tarifs de 2017 et de 2018 sont demeurés les mêmes que ceux de 2016. Pour la période allant de 2019 à 2023, un tarif provisoire a été fixé au tarif de 2016, soit 1,17 \$.

Les sociétés de gestion collective ont fait appel de la décision de la Commission du droit d'auteur relative aux tarifs de 2014 à 2018, souhaitant qu'ils passent à environ 2,20 \$ en moyenne pour la période de cinq ans visée. Le 22 juillet 2021, la Cour d'appel fédérale (la « Cour ») a rendu une décision dans laquelle elle indique que les tarifs de 2014 et de 2015 seront définitifs, mais convient avec les sociétés de gestion collective que des erreurs ont été commises dans l'établissement des tarifs de 2016 à 2018. La Commission du droit d'auteur pourrait entreprendre une nouvelle procédure dès 2022 pour fixer les tarifs de 2016 et des années suivantes. En parallèle, les EDR, dont Rogers, ont déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de la Cour auprès de la Cour suprême du Canada. En raison de la grande incertitude entourant l'issue de cette question et le montant, le cas échéant, que nous pourrions devoir payer, nous n'avons comptabilisé aucune obligation à l'égard de cette éventualité pour le moment. Les frais que nous payons actuellement aux sociétés de gestion collective sont négligeables.

Examen par le CRTC des services sans fil mobiles

Le 15 avril 2021, le CRTC a publié la politique réglementaire de télécom 2021-130, *Examen des services sans fil mobiles*. Le CRTC ordonne que les exploitants de réseaux mobiles virtuels (les « ERMV ») aient accès au marché de gros, que les transferts des services d'itinérance de gros se fassent sans interruption et que de nouveaux forfaits à faible coût et à usage occasionnel soient établis. Toutefois, l'accès au marché de gros sera accordé aux ERMV sous réserve de certaines conditions décrites ci-après.

Le CRTC a décidé que les exploitants nationaux de réseau mobile et SaskTel en Saskatchewan seront tenus d'accorder aux ERMV l'accès au marché de gros, mais seuls les exploitants régionaux de réseau mobile admissibles qui sont titulaires d'une licence d'utilisation du spectre mobile pourront y avoir accès et uniquement pour les zones couvertes par leurs licences. Les modalités associées à l'accès au marché de gros accordé aux ERMV doivent être approuvées par le CRTC et l'établissement des tarifs doit se faire par l'entremise de négociations commerciales, l'arbitrage de l'offre finale, avec le CRTC agissant en qualité d'arbitre, étant le filet de sécurité. L'obligation d'accorder l'accès au marché de gros aux ERMV demeurera en vigueur pour une période de sept ans qui commencera à la date à laquelle le CRTC aura établi les modalités. On estime que cette limite de temps devrait être suffisante pour permettre aux exploitants régionaux de réseau mobile d'étendre leurs réseaux tout en continuant d'inciter à l'investissement.

Les exploitants nationaux de réseau mobile doivent également veiller au transfert sans interruption des services d'itinérance qu'ils sont tenus d'accorder aux exploitants régionaux de réseau mobile. Les transferts sans interruption permettront qu'un appel en cours soit ininterrompu dans le cas où un client quitte la zone couverte par son réseau d'origine pour se rendre dans la zone couverte par son fournisseur de services d'itinérance. Par ailleurs, le CRTC exige que les exploitants nationaux de réseau mobile offrent la fonction d'itinérance sur leur réseau 5G et ceux-ci doivent déposer aux fins d'approbation du CRTC une proposition des modalités actualisées dans un délai de 90 jours.

Enfin, le CRTC a ordonné l'établissement de forfaits à faible coût et à usage occasionnel. Ces forfaits sont offerts depuis le 14 juillet 2021.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance de 2019 »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet de tiers (« AIT ») de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC a établi des tarifs définitifs pour Rogers qui étaient nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant facturés et a déterminé en outre que ces tarifs devaient être appliqués de façon rétroactive au 31 mars 2016. Le 27 mai 2021, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2021-181, *Demandes de révision et de modification de l'ordonnance de télécom 2019-288 concernant les tarifs définitifs pour les services d'accès haute vitesse de gros groupés* (la « décision de 2021 »), dans laquelle il approuve de manière définitive les tarifs provisoires qui étaient en vigueur avant la publication de l'ordonnance de 2019, avec certaines modifications, incluant la suppression de la majoration additionnelle de 10 % pour les entreprises de services locaux titulaires.

Le 28 mai 2021, un fournisseur de services Internet (« FSI ») de gros a présenté une requête au gouverneur en conseil, entre autres pour qu'il rétablisse l'ordonnance de 2019 et rende définitifs les tarifs établis dans cette ordonnance. En outre, le 28 juin 2021, le même FSI de gros a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de 2021 auprès de la Cour d'appel fédérale, qui lui a été accordée en septembre 2021. Nous sommes intervenus sur ces questions, de même que d'autres entreprises de câblodistribution.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020 pour une analyse des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 4 mars 2021, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les facteurs susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont exposés ci-après.

Pandémie de COVID-19

Nous avons maintenu nos programmes pour aider nos employés à gérer la crise sanitaire reliée à la COVID-19 et offrir du soutien et des services à nos clients et à nos auditoires. Au début de 2021, les restrictions imposées par les autorités de santé publique à la fin de 2020 ont été partiellement levées au pays. En mars, plusieurs provinces canadiennes ont déclaré qu'une troisième vague de COVID-19 frappait leur territoire et ont modifié les restrictions en conséquence. Au cours du trimestre à l'étude, les provinces ont pour la plupart commencé à lever certaines des restrictions imposées au premier semestre de 2021 par les autorités de santé publique grâce à la plus grande disponibilité des vaccins au Canada et à l'augmentation constante du taux de vaccination à l'échelle nationale. En août 2021, une quatrième vague de COVID-19 a frappé le Canada et plusieurs provinces canadiennes ont commencé à exiger que les citoyens présentent une preuve de vaccination pour accéder à des entreprises ou obtenir des services non essentiels.

De plus, la COVID-19 a entraîné une pénurie mondiale de puces à semi-conducteur causée par les perturbations subies par les chaînes d'approvisionnement et un accroissement de la demande d'appareils électroniques. Même si nous avons agi de façon proactive pour en réduire les répercussions, cette pénurie a causé et pourrait continuer de causer une augmentation des délais d'approvisionnement de notre matériel de réseau et de nos appareils sans fil.

En raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la COVID-19 de même que l'effet des mesures prises pour en contenir la propagation ou les conséquences plus vastes de la crise sanitaire sur les économies et les marchés financiers du Canada et du reste du monde, nous ne sommes pas en mesure pour le moment de prévoir son incidence globale sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats; nous savons cependant que la crise a eu et pourrait continuer d'avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats. Toute nouvelle épidémie, pandémie ou autre crise sanitaire est susceptible de poser des risques semblables sur la Société.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont l'AIT de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC a établi des tarifs définitifs qui étaient nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant facturés et a déterminé en outre que ces tarifs devaient être appliqués de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC n'étaient pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, et nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 27 mai 2021, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2021-181, *Demandes de révision et de modification de l'ordonnance de télécom 2019-288 concernant les tarifs définitifs pour les services d'accès haute vitesse de gros groupés*. Le CRTC a décidé d'approuver de manière définitive les tarifs provisoires qui étaient en vigueur avant la publication de l'ordonnance, avec certaines modifications, incluant la suppression de la majoration additionnelle de 10 % pour les entreprises de services locaux titulaires.

Les tarifs définitifs sont inférieurs aux montants antérieurement facturés aux revendeurs pour la période allant du 31 mars 2016 au 6 octobre 2016. Nous avons comptabilisé un remboursement des montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 25 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive pour cette période.

Le 28 mai 2021, un fournisseur de services Internet (« FSI ») de gros a présenté une requête au gouverneur en conseil, entre autres pour qu'il rétablisse l'ordonnance de 2019 et rende définitifs les tarifs établis dans cette ordonnance. En outre, le 28 juin 2021, le même FSI de gros a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de 2021 auprès de la Cour d'appel fédérale, qui lui a été accordée en septembre 2021. Nous sommes intervenus sur ces questions, de même que d'autres entreprises de câblodistribution.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si les circonstances changent et que l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable et qu'elle est estimable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Transaction visant Shaw

La transaction visant Shaw présente un certain nombre de risques additionnels qui ne sont pas présentés ailleurs dans notre rapport de gestion annuel de 2020, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Rogers et de Shaw. Ceux-ci sont décrits ci-dessous.

Approbatons des principales autorités de réglementation et autres conditions

Pour conclure la transaction, Rogers et Shaw doivent déposer certains documents auprès d'organismes gouvernementaux et d'autorités de réglementation, et obtenir leur consentement et leur approbation. Rogers et Shaw n'ont pas encore obtenu les approbations des principales autorités de réglementation, y compris le Bureau de la concurrence, ISDE et le CRTC, lesquelles sont toutes nécessaires à la conclusion de la transaction. En outre, des organismes gouvernementaux ou des autorités de réglementation pourraient refuser d'approuver la transaction, ou chercher à bloquer ou à remettre en cause la transaction ou le transfert, ou transfert présumé, d'actifs spécifiques, notamment les licences de spectre, ou imposer des conditions substantielles à la transaction ou à un tel transfert. Si l'une ou l'autre des approbations des principales autorités de réglementation n'est pas obtenue ou si une loi ou ordonnance applicable en vigueur rend illégale la réalisation de la transaction, celle-ci ne sera pas réalisée.

En outre, un retard important dans l'obtention des approbations des principales autorités de réglementation pourrait empêcher la conclusion de la transaction. En particulier, si la transaction n'est pas conclue d'ici au 15 mars 2022 (sous réserve d'une prorogation d'au plus 90 jours dans certaines circonstances), Rogers ou Shaw pourrait résilier la convention d'arrangement, auquel cas la transaction n'aurait pas lieu.

Dans certaines circonstances, si les approbations des principales autorités de réglementation ne sont pas obtenues ou si une loi en vigueur rend illégale la réalisation de la transaction et si le défaut d'obtenir les approbations des principales autorités de réglementation n'est pas causé par le non-respect par Shaw, à tous égards importants, de ses engagements ou conventions pris aux termes de la convention d'arrangement, nous serions tenus de payer à Shaw une indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars (voir la rubrique « Résiliation de la convention d'arrangement, coûts et indemnité de résiliation » ci-dessous). Nous serions également tenus de rembourser à Shaw certains frais liés à l'exercice en mai 2021 de notre droit d'exiger que Shaw rachète ses actions privilégiées émises et en circulation.

La réalisation de la transaction est assujettie à un certain nombre d'autres conditions préalables, dont certaines sont indépendantes de la volonté de Rogers et de Shaw, notamment l'absence d'incidence défavorable importante ou d'incidence défavorable pour l'acheteur (selon la définition qu'en donne la convention d'arrangement) et la satisfaction de certaines autres conditions de clôture habituelles.

Ni Rogers ni Shaw ne peuvent garantir que toutes les conditions préalables à la transaction seront remplies ou levées, ni à quel moment elles le seront.

Résiliation de la convention d'arrangement, coûts et indemnité de résiliation

Rogers ou Shaw peuvent résilier la convention d'arrangement dans certaines circonstances, auquel cas la transaction n'aura pas lieu. Par conséquent, rien ne garantit que la convention d'arrangement ne sera pas résiliée par nous ou par Shaw avant la clôture de la transaction.

Nous devons payer certains coûts liés à la transaction, qui peuvent être considérables, comme des honoraires de services juridiques, comptables, fiscaux et financiers, même si la transaction n'est pas réalisée. De plus, si la transaction n'est pas réalisée pour certaines raisons, nous pourrions être tenus de payer à Shaw une indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars et certains frais liés à l'exercice en mai 2021 de notre droit d'exiger que Shaw rachète ses actions privilégiées émises et en circulation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats opérationnels, notre situation financière et notre capacité à financer nos projets de croissance et nos activités courantes.

Si la transaction n'est pas menée à terme ou qu'elle est retardée, le cours de nos actions, nos activités et nos résultats financiers futurs pourraient subir des répercussions défavorables. La non-réalisation de la transaction ou tout retard dans sa conclusion pourraient également avoir une incidence négative sur nos relations avec les employés (et détourner leur attention de nos activités), les fournisseurs, les distributeurs, les détaillants, les concessionnaires ou les clients, notamment faire en sorte que ces groupes cessent de faire affaire avec nous ou réduisent leurs activités avec nous.

Conséquences sur le financement et répercussions potentielles sur les notations de crédit

La convention d'arrangement ne contient aucune condition de financement. Bien que nous ayons obtenu une lettre d'engagement exécutoire visant une facilité de crédit consentie d'un montant maximal de 13 milliards de dollars et que nous disposions de la facilité de crédit à terme liée à Shaw de 6 milliards de dollars pour financer la transaction, l'obligation de financement des prêteurs aux termes de la facilité de crédit consentie et de la facilité de crédit à terme liée à Shaw est assujettie à certaines conditions, notamment, dans le cas de la facilité de crédit consentie, la préparation de la convention de crédit visant cet engagement. Si la transaction ne pouvait être réalisée à cause de notre incapacité à obtenir le financement requis, soit parce que les conditions de la facilité de crédit consentie ou de la facilité de crédit à terme liée à Shaw ne sont pas satisfaites, soit parce que d'autres événements nous empêchent de conclure le

financement par emprunt, nous pourrions ne pas être en mesure de financer la contrepartie requise pour réaliser la transaction, auquel cas nous serions tenus de payer l'indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars et certains frais liés à l'exercice en mai 2021 de notre droit d'exiger que Shaw rachète ses actions privilégiées émises et en circulation.

En plus de la prise en charge de la dette d'environ 6 milliards de dollars de Shaw, nous prévoyons d'émettre jusqu'à 19 milliards de dollars de nouveaux titres d'emprunt pour financer la transaction. Nous nous attendons donc à ce que la société issue du regroupement ait une dette consolidée de plus de 40 milliards de dollars à la clôture de la transaction. L'augmentation de notre endettement pourrait réduire la marge de manœuvre dont nous disposons pour nous adapter à l'évolution de la conjoncture économique et commerciale, accroître notre charge d'intérêts et, potentiellement, rendre plus difficile l'obtention de financement additionnel ou le refinancement. L'augmentation de nos obligations au titre du service de la dette pourrait influencer défavorablement sur nos résultats, notre situation financière et notre capacité à financer nos projets de croissance et pourrait réduire les fonds disponibles à d'autres fins.

En outre, l'augmentation importante de l'encours de la dette pourrait se répercuter défavorablement sur nos notations de crédit et entraîner notamment leur révision sous les notations de premier ordre. Une révision à la baisse de nos notations de crédit pourrait entraver notre capacité à émettre des titres d'emprunt, faire monter nos coûts d'emprunt ou influencer autrement sur le cours de nos actions. Si les billets de premier rang de Shaw perdaient leur notation de premier rang et que cette révision à la baisse constituait un « événement déclencheur de changement de contrôle » (selon la définition qu'en donne l'acte visant les billets de premier rang de Shaw), Shaw serait tenue de mettre en vente ses billets de premier rang pour 101 % de leur principal majoré des intérêts courus après la clôture de la transaction, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière de la société issue du regroupement.

Intégration et synergies attendues

La réalisation des avantages devant découler de la transaction dépend de notre capacité à regrouper et à intégrer les entreprises, les activités et le personnel de Shaw de manière à favoriser les occasions de croissance, à réaliser les économies de coûts prévues et à dégager une croissance des revenus sans nuire aux activités courantes de la société issue du regroupement. Même si nous parvenons à intégrer les activités de Shaw, il se peut que les avantages attendus de la transaction ne se concrétisent pas pleinement ou prennent plus de temps que prévu à se réaliser.

En plus des activités courantes de Rogers, la direction devra se concentrer sur la transaction et toutes les activités connexes, y compris l'intégration. Si la réalisation de la transaction est retardée, nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière pourraient en pâtir.

Actions de Shaw avant la clôture

La convention d'arrangement interdit à Shaw de prendre certaines mesures qui sortent du cours normal des activités pendant que la transaction est en attente, notamment certaines acquisitions ou cessions d'entreprises et d'actifs, la conclusion ou la modification de certains contrats, le rachat ou l'émission de titres, des dépenses d'investissement importantes et la souscription d'emprunts, sous réserve de certaines exceptions. En raison de ces restrictions, Shaw pourrait ne pas disposer de la souplesse nécessaire pour réagir de façon appropriée à certains événements, ce qui pourrait nous amener à réaliser des synergies moins importantes que prévu après la clôture de la transaction.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2020, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2020 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2021

Nous avons adopté les normes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2021. L'adoption de ces normes n'a pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devrait pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications de l'IFRS 9, de l'IAS 39 et de l'IFRS 7)*, qui aborde les questions qui pourraient influencer sur la présentation de l'information financière après la réforme d'un taux d'intérêt de référence. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des instruments financiers ou en concluons de nouveaux.
- Modifications de l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui permettent à un preneur d'être dispensé d'apprécier si un allègement de loyer accordé en raison de la COVID-19 constitue ou non une modification de contrat de location.

Récents prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié la nouvelle norme et les modifications de normes suivantes, qui entreront en vigueur au cours d'exercices à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers - Informations à fournir sur les méthodes comptables*, qui exigent que les entités fournissent des informations significatives sur les méthodes comptables plutôt que des informations importantes.
- Modifications de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition des termes « méthode comptable » et « estimation comptable ».
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants*, qui visent à préciser les critères de classement des passifs en tant que passifs non courants.
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles - Produit antérieur à l'utilisation prévue*, lesquelles ne permettent pas de déduire du coût d'une immobilisation corporelle le produit de la vente d'éléments qui ont été produits avant que l'actif ne soit prêt à être utilisé.
- Modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises - Modification d'une référence au Cadre conceptuel*, qui visent à substituer la référence au Cadre conceptuel à d'autres références.
- Modifications de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires*, qui vise à préciser les charges dont une entité devrait tenir compte au moment d'établir le coût d'exécution d'un contrat déficitaire éventuel.
- Modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat - Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique*, qui restreint la portée de l'exemption relative à la comptabilisation de l'impôt différé.

Nous ne prévoyons pas que l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, aura une incidence sur nos états financiers consolidés. Nous évaluons à l'heure actuelle les répercussions, le cas échéant, que les modifications de normes existantes auront sur nos états financiers consolidés, mais nous ne nous attendons pas actuellement à ce qu'elles soient significatives.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec Transcontinental inc., société qui nous fournit des services d'impression et de prépresse. Isabelle Marcoux, C.M., est présidente du conseil d'administration de Transcontinental inc. et était administratrice de RCI jusqu'au 4 juin 2021.

Ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services n'étaient pas garantis et ne portaient pas intérêt, et leur paiement était exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Services d'impression et de prépresse	-	1	3	2

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020.

Changements apportés à la direction et gouvernance

Le 29 septembre 2021, John H. Clappison a été nommé de nouveau à titre d'administrateur. De plus, Tony Staffieri, le chef de la direction des Finances, a quitté la Société en date du 29 septembre 2021. Paulina Molnar a été nommée pour occuper ce poste par intérim.

Au cours du troisième trimestre, le conseil d'administration a formé un comité de direction responsable de la surveillance composé de John H. Clappison, de John A. MacDonald et de Melinda M. Rogers-Hixon, servant à conseiller et à assister le président du conseil et le président et chef de la direction à s'acquitter de leurs tâches respectives, et à établir des protocoles clairs relatifs aux interactions entre le président du conseil et les membres de la direction. Le conseil a également décidé d'entreprendre un examen exhaustif de la gouvernance d'entreprise. Le conseil est d'avis que ces actions renforceront davantage les pratiques de gouvernance d'entreprise de la Société.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020. Outre les fluctuations saisonnières habituelles de nos activités, la COVID-19 a eu une incidence considérable sur nos résultats opérationnels du trimestre à l'étude, particulièrement pour nos secteurs Sans-fil et Media. Les produits tirés des services d'itinérance sont inférieurs à ceux inscrits avant la pandémie à cause d'une baisse des déplacements effectués par les clients en raison des restrictions de voyage imposées partout dans le monde. Le report des matchs de la saison 2019-2020 des ligues majeures du sport professionnel prévus entre mars et juillet 2020, puis la période écourtée pendant laquelle des matchs ont pu

être disputés, soit de juillet à septembre 2020, a fait en sorte que certains produits et charges liés aux sports, comme l'amortissement des droits de diffusion, ont dû être comptabilisés à des moments inhabituels. De plus, le fait que les Blue Jays de Toronto ont pu accueillir un nombre limité de spectateurs les jours de match au cours de l'exercice, par rapport à l'exercice précédent marqué par les restrictions imposées par les autorités de santé publique, a entraîné une augmentation des produits et des charges opérationnelles pour l'exercice.

Incertitude relative aux estimations

Nos hypothèses, attentes et estimations sont plus incertaines que d'habitude en raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la COVID-19, des effets imprévisibles et changeants de celle-ci et des réponses du gouvernement pour y faire face. Nous sommes d'avis que cet accroissement de l'incertitude se manifeste surtout sur les estimations des pertes de crédit attendues et de la provision pour créances douteuses.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2020 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés de Sans-fil;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte de Sans-fil;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes de Sans-fil;
- les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable;
- les relations clients de Cable;
- la pénétration du marché de Cable (la « pénétration »);
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR et aux mesures de la performance complémentaires suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAIIA ajusté Marge du BAIIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAIIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAIIA ajusté :</p> <p>BAIIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits (ou produits tirés des services pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté sur les produits tirés des services du secteur Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAIIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette se rapportant aux titres d'emprunt émis, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives; obligations locatives; avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dettes nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dettes à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	490	512	1 153	1 143
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	178	189	417	408
Charges financières	207	219	631	653
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	642	663	1 927	1 952
BAIIA	1 517	1 583	4 128	4 156
Ajouter (déduire) :				
Autres charges (produits)	20	6	14	(1)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	63	49	223	112
BAIIA ajusté	1 600	1 638	4 365	4 267

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté	1 600	1 638	4 365	4 267
Diviser par : total des produits	3 666	3 665	10 736	10 236
Marge du BAIIA ajusté	43,6 %	44,7 %	40,7 %	41,7 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	490	512	1 153	1 143
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	63	49	223	112
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(17)	(13)	(59)	(30)
Résultat net ajusté	536	548	1 317	1 225

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	536	548	1 317	1 225
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	505	505	505	505
Résultat par action de base ajusté	1,06 \$	1,09 \$	2,61 \$	2,43 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	520	545	1 313	1 208
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	506	506	506	506
Résultat par action dilué ajusté	1,03 \$	1,08 \$	2,59 \$	2,39 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 319	986	3 014	3 374
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(739)	(504)	(1 942)	(1 656)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(179)	(191)	(545)	(570)
Intérêts payés	157	216	571	614
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	63	49	223	112
Amortissement des droits de diffusion	(10)	(16)	(46)	(54)
Variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation	(80)	383	(87)	68
Autres ajustements	(24)	(55)	15	(90)
Flux de trésorerie disponibles	507	868	1 203	1 798

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 30 septembre	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2021	2020
Partie courante de la dette à long terme	1 556	1 450
Dette à long terme	15 205	16 751
Coûts de transaction et escomptes différés	170	172
	16 931	18 373
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 630)	(1 086)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(24)	(15)
Emprunts à court terme	2 375	1 221
Partie courante des obligations locatives	325	278
Obligations locatives	1 630	1 557
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 572)	(2 484)
Dette nette ajustée	18 035	17 844
	Au 30 septembre	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2021	2020
Dette nette ajustée	18 035	17 844
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	5 955	5 857
Ratio d'endettement	3,0	3,0

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2021			2020				2019
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits								
Sans-fil	2 215	2 064	2 074	2 291	2 228	1 934	2 077	2 493
Cable	1 016	1 013	1 020	1 019	988	966	973	987
Media	473	546	440	409	489	296	412	530
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(38)	(41)	(46)	(39)	(40)	(41)	(46)	(58)
Total des produits	3 666	3 582	3 488	3 680	3 665	3 155	3 416	3 952
Total des produits tirés des services ¹	3 149	3 131	3 021	3 023	3 086	2 797	3 049	3 244
BAIIA ajusté ²								
Sans-fil	1 107	1 008	1 013	1 034	1 089	918	1 026	1 064
Cable	516	492	487	520	508	454	453	497
Media	33	(75)	(59)	82	89	(35)	(85)	22
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(56)	(51)	(50)	(46)	(48)	(43)	(59)	(53)
BAIIA ajusté	1 600	1 374	1 391	1 590	1 638	1 294	1 335	1 530
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	642	647	638	666	663	650	639	638
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	63	115	45	73	49	42	21	38
Charges financières	207	206	218	228	219	214	220	230
Autres charges (produits)	20	(7)	1	2	6	7	(14)	(12)
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	668	413	489	621	701	381	469	636
Charge d'impôt sur le résultat	178	111	128	172	189	102	117	168
Bénéfice net	490	302	361	449	512	279	352	468
Bénéfice par action								
De base	0,97 \$	0,60 \$	0,71 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,55 \$	0,70 \$	0,92 \$
Dilué	0,94 \$	0,60 \$	0,70 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,54 \$	0,68 \$	0,92 \$
Bénéfice net	490	302	361	449	512	279	352	468
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	63	115	45	73	49	42	21	38
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	-	-	-	-	19
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(17)	(30)	(12)	(19)	(13)	(11)	(6)	(14)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	-	-	(3)	-	-	-	-
Résultat net ajusté ²	536	387	394	500	548	310	367	511
Résultat par action ajusté ²								
De base	1,06 \$	0,77 \$	0,78 \$	0,99 \$	1,09 \$	0,61 \$	0,73 \$	1,00 \$
Dilué	1,03 \$	0,76 \$	0,77 \$	0,99 \$	1,08 \$	0,60 \$	0,71 \$	1,00 \$
Dépenses d'investissement	739	719	484	656	504	559	593	791
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 319	1 016	679	947	986	1 429	959	1 166
Flux de trésorerie disponibles ²	507	302	394	568	868	468	462	497

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 6,5 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 septembre										
(non audité)										
(en millions de dollars)										
	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	–	3 213	3 191	497	519	(44)	(45)	3 666	3 665
Bénéfice net (perte nette)	490	512	434	390	119	69	(553)	(459)	490	512
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre										
(non audité)										
(en millions de dollars)										
	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	–	9 349	9 111	1 531	1 267	(144)	(142)	10 736	10 236
Bénéfice net (perte nette)	1 153	1 143	1 136	988	71	123	(1 207)	(1 111)	1 153	1 143
À la clôture de la période										
(non audité)										
(en millions de dollars)										
	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	30 sept. 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2021	31 déc. 2020
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	28 213	27 186	28 209	26 326	10 021	9 929	(60 196)	(56 512)	6 247	6 929
Actifs non courants	32 898	31 184	25 880	24 835	3 710	3 650	(28 958)	(27 744)	33 530	31 925
Passifs courants	30 700	27 264	29 795	28 167	9 330	9 294	(61 823)	(58 139)	8 002	6 586
Passifs non courants	17 095	18 740	5 239	5 080	194	152	(1 279)	(1 278)	21 249	22 694

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- le ratio d'endettement de la Société;
- les déclarations au sujet des plans d'intervention que nous avons mis en œuvre devant la COVID-19 et de ses répercussions sur la Société;
- le calendrier et la réalisation prévus de la transaction;
- les avantages attendus de la transaction, notamment les synergies issues du regroupement, opérationnelles, d'échelle et autres, et le moment de leur réalisation;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections se fondent sur diverses estimations, attentes et hypothèses et d'autres facteurs, notamment les suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie et du réseau;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur;
- les répercussions de la COVID-19 sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique, le contexte géopolitique et d'autres situations qui influent sur l'activité commerciale;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- des menaces extérieures, telles que des épidémies, des pandémies et d'autres crises sanitaires, des catastrophes naturelles et des cyberattaques;
- les risques liés à la transaction, y compris le calendrier, l'obtention et les conditions des approbations des principales autorités de réglementation; la satisfaction des diverses conditions de clôture de la transaction; le financement de la transaction; les avantages prévus et la réussite de l'intégration des entreprises et des activités de Rogers et de Shaw;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre une décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, de ses activités d'exploitation, et de sa performance et de sa situation financières, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2020, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur les sites Web sedar.com, sec.gov, le site Web de la Société ou tout autre site Web mentionné dans le présent document, ou liée à ces sites, ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###